

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EQIOM GRANULATS

« Les Rondes »
58160 Chevenon

Références : 260062
Code AIOT : 0005400357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement EQIOM GRANULATS, implanté au lieu-dit « Les Rondes » - 58160 Chevenon. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS
- « Les Rondes » - 58160 Chevenon
- Code AIOT : 0005400357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Chevenon est une carrière alluvionnaire autorisée depuis 1990, dont l'autorisation a été renouvelée en 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Matériaux extraits, quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
4	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Suivi annuel d'exploitation - Plan	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.2	Sans objet
3	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.3	Sans objet
7	Bornage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.2	Sans objet
8	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.3	Sans objet
9	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.6	Sans objet
10	Kit de première intervention	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.4.3	Sans objet
11	Registre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement exploitée conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Les non-conformités constatées concernent un manque de rigueur administrative : dates de renouvellement et d'actualisation des garanties financières, absence de rapport de synthèse annuel d'exploitation alors que les contrôles et études sont réalisés, et absence de transmission de certains

documents à la préfète et à l'inspection des installations classées.

L'installation accuse également un retard par rapport au phasage prévu dans le dossier de demande d'autorisation, en raison d'une activité moindre qu'attendue ces dernières années. Ce retard est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. Cette modification du phasage d'exploitation de l'installation doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance à la préfète de la Nièvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits, quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.2.3			
Thème(s) : Situation administrative, Phasage			
Prescription contrôlée :			
Le gisement à exploiter est constitué des sables et graviers de la Loire.			
Le volume total de matériaux autorisé à être extrait par le présent arrêté, sur la période définie au chapitre 1.4 du présent arrêté, est de 8 430 000 m ³ , soit 13 915 000 tonnes (densité matériaux extrait = 1,65).			
Les matériaux de découverte (470 000 m ³) et les stériles (454 500 m ³) issus du traitement des matériaux réalisés sur les installations d'EQIOM Granulats de Saint-Éloi seront utilisés pour le réaménagement final du site.			
Les quantités de matériaux à extraire moyennes et maximales sont définies dans le tableau suivant :			
Phase	Année d'exploitation	Production maximale (tonnes)	Production maximale pour l'export * (tonnes)
0-5ans (phase A)	N	537 500	200 000
	N+1	534 350	200 000
	N+2	531 263	200 000
	N+3	528 238	200 000
	N+4	521 673	200 000
5-10 ans (phase B)	N+5	515 240	200 000

	N+6	508 935	200 000
	N+7	502 756	200 000
	N+8	496 701	200 000
	N+9	490 767	200 000
[...]	[...]	[...]	[...]

**utilisation des matériaux à plus de 80 km au-delà des limites du département*

La hauteur moyenne du gisement à exploiter est de 8,30 m.

Le gisement sera exploité jusqu'à la cote 164,8 m NGF. L'épaisseur d'extraction maximale sera de 12 m.

Constats :

L'exploitation de l'installation est en retard par rapport au phasage prévu par l'article 1.2.3 de l'arrêté d'autorisation. Le phasage initialement prévu envisageait un passage en phase B (N+5 ans) à fin décembre 2025. Dans les faits, les quantités extraites à la date de l'inspection correspondent aux années d'extraction N+2 / N+3 de la phase A.

Ce retard de phase s'explique par une baisse d'activité généralisée dans le secteur de la construction ces dernières années. De janvier à novembre 2025 inclus, les quantités extraites sont de 217 454 tonnes, pour 525 000 tonnes annuelle prévues par l'arrêté d'autorisation.

L'activité d'export telle que définie à l'article 2.4.6.1 s'est arrêtée fin 2024, le dernier train étant parti le 9 décembre 2024.

Ce retard de phasage présente une incidence sur la mise en œuvre de certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation (garanties financières, remise en état, etc.). Il s'agit d'une modification nécessitant un porter-à-connaissance au titre de l'article 1.8.1 de l'arrêté d'autorisation et de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déposer un dossier de porter-à-connaissance à la préfète de la Nièvre afin de recalculer le phasage de l'installation et les prescriptions et mesures associées à ce décalage de phasage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en six périodes quinquennales conformément au plan joint en annexe 4.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Périodes	S1 (C1 = 15 555€/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC
0 à 5 ans	1,52 ha	6,16 ha	2 440 m	402 880,00 €
6 à 10 ans	1,20 ha	10,55 ha	3 225 m	602 870,00 €
11 à 15 ans	1,28 ha	10,89 ha	1 800 m	604 600,00 €
16 à 20 ans	1,72 ha	6,98 ha	4 010 m	524 190,00 €
21 à 25 ans	2,00 ha	7,77 ha	3 430 m	528 830,00 €
26 à constatation de la remise en état	2,24 ha	9,04 ha	3 750 m	600 620,00 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remises en état. L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en juin 2020 soit 108,8.

Le taux de TVA utilisé est de 20 %.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Constats :

L'attestation de constitution des garanties financières de mars 2021, qui expirait le 19 février 2026 a été établie pour un montant de 406 826 euros.

La nouvelle attestation de constitution des garanties financières établie le 26 novembre 2025, qui

expirera le 19 février 2031, porte sur un montant de 724 220 euros.
Le montant des garanties financières constituées est conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.3

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Avant la poursuite d'exploitation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse à la préfète :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, susvisé,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

La durée de validité de l'acte de cautionnement ne peut être inférieure à 5 ans.

Constats :

L'attestation de constitution des garanties financières établie le 26 novembre 2025, qui expirera le 19 février 2031, a une durée de validité supérieure à 5 ans et prend en compte la dernière valeur de l'indice TP01 à la date de son établissement. Elle est établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.4

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à la préfète, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, susvisé.

Constats :

Le renouvellement des garanties financières du 26 novembre 2025 n'a pas été adressé à la préfète de la Nièvre. Il a été présenté à l'inspection des installations classées le jour de la visite.
Ce renouvellement aurait dû intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance prévue par l'attestation visée à l'article 1.6.3 (le 19 février 2026), soit le 19 août 2025. Les garanties financières ont donc été renouvelées avec un retard de plus de 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Mettre en place une organisation permettant de veiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au renouvellement des garanties financières dans les délais prévus par l'article 1.6.3 de l'arrêté d'autorisation ; • à la bonne transmission des garanties financières renouvelées à la préfète. <p>Transmettre à l'inspection tout élément de nature à justifier la prise en compte de cette observation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières est automatiquement actualisé, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TP01 publié par l'INSEE et de l'évolution de la TVA. Cette révision intervient pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée, qui doit figurer sur l'acte de cautionnement à produire. Cette actualisation est effectuée sur la base de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié le 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. Cette révision intervient également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice TP01 progresse de plus de 15 % sur une période inférieure à cinq ans. Cette actualisation intervient dans les six mois suivant cette augmentation.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à la préfète, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'indice TP01 au moment de l'établissement des garanties financières de mars 2021 avait une valeur de 113,5.</p> <p>En septembre 2023, la valeur de l'indice TP01 était de 130,8, soit plus de 15 % de plus que l'indice de mars 2021.</p> <p>Les garanties financières auraient donc dû être réactualisées en septembre 2023, ce qui n'a pas été fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place une organisation robuste permettant d'appliquer la révision automatique des garanties financières lorsque l'indice TP01 progresse de plus de 15 % sur une période inférieure à 5 ans.</p> <p>Transmettre à l'inspection tout élément de nature à justifier la prise en compte de cette</p>

observation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation - Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Bilans périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, les limites du gisement exploitable, les bords de la fouille, les surfaces décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (installations de transport des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ..), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs y compris la bathymétrie, les berges des plans d'eau, les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité, la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</p> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau, ..) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation, présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation, est annexé au plan susnommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Constats :</p> <p>Les documents prévus par l'article 9.4.1 au titre des années 2023 et 2024 n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le plan annuel d'exploitation établi le 21 octobre 2025. Le plan orienté est conforme aux prescriptions prévues par l'article 9.4.1. Ce plan est réalisé</p>

par un géomètre expert et l'inspection des installations classées a constaté qu'il était conservé sur l'emprise de la carrière.

En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter :

- l'annexe dans laquelle sont consignées les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones du projet et les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état en vue de déterminer le montant des garanties financières ;
- le rapport annuel d'exploitation des années 2023 et 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection des installations classées, au plus tard de 1er février 2026, le plan orienté et ses annexes (rapport annuel d'exploitation et surfaces S1, S2 et S3) établis au titre du suivi annuel d'exploitation de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.2

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au nivellement général de la France(NGF).

Constats :

L'inspection a pu constater, par sondage, que le bornage était en place et facilement accessible et visible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.3

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau de l'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par

<p>des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater, par sondage, que les clôtures étaient en place et entretenues. La signalisation, le contrôle des accès et les moyens de secours mis en place n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Piézomètres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.3.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 8 piézomètres [...]</p> <p>Ces ouvrages [...] seront notamment équipés de capots métalliques cadenassés et d'une dalle bétonnée de 3 m minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater, pas sondage, que les piézomètres étaient installés conformément aux prescriptions de l'article 2.3.6.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Kit de première intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 8.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a pu constater la présence du kit de première intervention sur le site, dans le local «laboratoire».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 2.4.6.2

Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Il est renseigné mensuellement et doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre peut être informatisé.

Il précise le nom du destinataire, l'usage prévu, la date de l'enlèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et, s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Un bon de sortie, dûment complété et signé par la personne en charge du registre, est joint à celui-ci.

Constats :

L'inspection a consulté le registre de suivi de destination des matériaux extraits et de leur emploi. Celui-ci comporte tous les éléments attendus.

Type de suites proposées : Sans suite